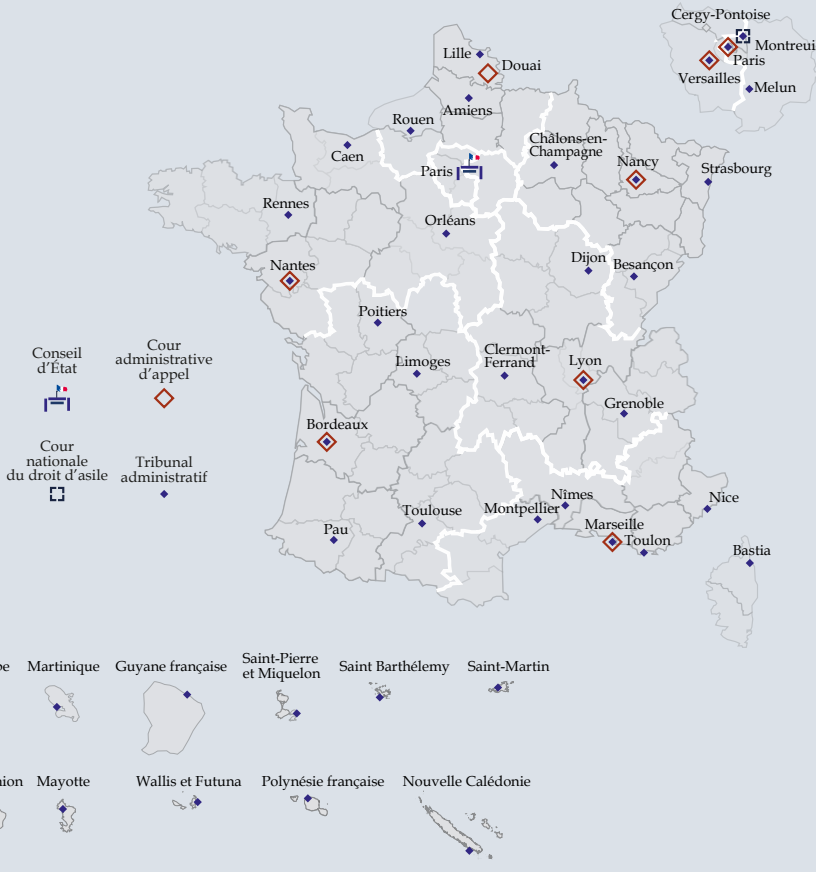


# Le Conseil d'État et la juridiction administrative

## CHIFFRES CLÉS 2019

### CARTE DES RESSORTS



### EFFECTIFS DE LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE

au 31 décembre 2019

**4 119**  
dont

**232** membres en activité au Conseil d'État  
**1 220** magistrats des TA et CAA  
**427** agents du Conseil d'État  
**1 638** agents dans les TA et CAA  
**602** agents à la CNDA

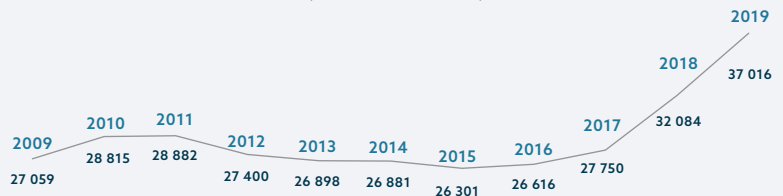
### PROCÉDURES D'URGENCE

(Référé et sursis)

Tribunaux administratifs : **34 880**  
Cours administratives d'appel : **1 664**  
Conseil d'État : **472**

### ÉVOLUTION DU NOMBRE DE RÉFÉRÉS JUGÉS EN 10 ANS

(entre 2009 et 2019)



**1 040**  
médiations

**66 %** des médiations engagées  
à l'initiative des juridictions  
ont abouti à un accord.

**205 365**

recours déposés sur **Télérecours**  
(procédure de transmission dématérialisée)

dont **11 174**

sur **Télérecours citoyens** (application dédiée  
aux particuliers non représentés par un avocat)

# L'activité juridictionnelle

1/2

## CONSEIL D'ÉTAT

### AFFAIRES ENREGISTRÉES



### AFFAIRES JUGÉES

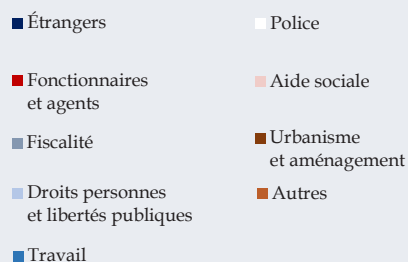
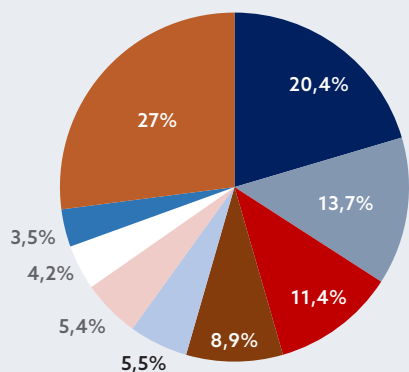


DÉLAI PRÉVISIBLE  
MOYEN DE JUGEMENT

**6** mois

- 35 % entre 2009 et 2019  
(chiffres arrondis)

### RÉPARTITION DES AFFAIRES ENREGISTRÉES PAR DOMAINE CONTENTIEUX



## COURS ADMINISTRATIVES D'APPEL

### AFFAIRES ENREGISTRÉES



### AFFAIRES JUGÉES

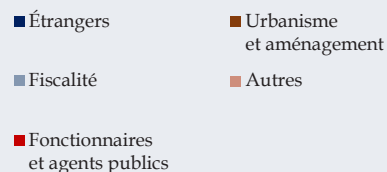
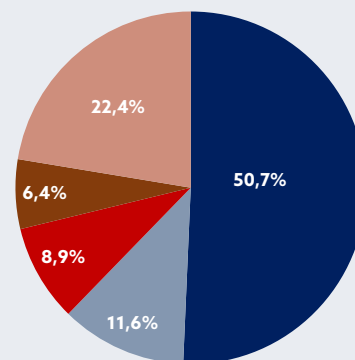


DÉLAI PRÉVISIBLE  
MOYEN DE JUGEMENT

**11** mois

- 13,7 % entre 2009 et 2019  
(chiffres arrondis)

### RÉPARTITION DES AFFAIRES ENREGISTRÉES PAR DOMAINE CONTENTIEUX



# L'activité juridictionnelle

2/2

## TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS

### AFFAIRES ENREGISTRÉES



### AFFAIRES JUGÉES



DÉLAI PRÉVISIBLE  
MOYEN DE JUGEMENT

**9** mois

- 21,5 % entre 2009 et 2019  
(chiffres arrondis)

## COUR NATIONALE DU DROIT D'ASILE

### AFFAIRES ENREGISTRÉES



### AFFAIRES JUGÉES

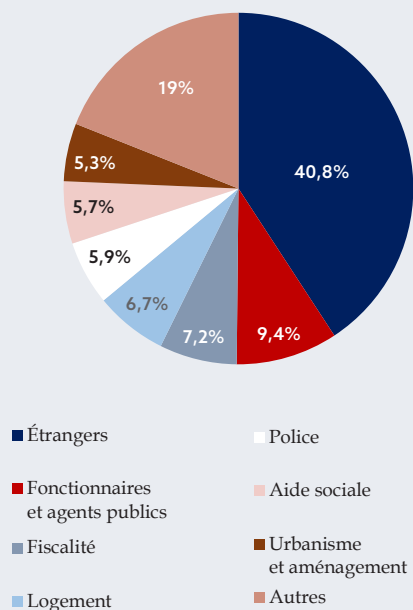


DÉLAI MOYEN  
CONSTATÉ

**7** mois

divisé par 3 entre 2009 et 2019  
(chiffres arrondis)

### RÉPARTITION DES AFFAIRES ENREGISTRÉES PAR DOMAINE CONTENTIEUX



### PAYS D'ORIGINE DES REQUÉRANTS



Albanie	9 %
Géorgie	9 %
Guinée	8 %
Bangladesh	5 %
Afghanistan	5 %
Côte d'Ivoire	4 %
Haïti	4 %
Mali	4 %
Nigéria	4 %
République démocratique du Congo	4 %
Autres	44 %

# L'activité consultative

## DÉLAIS MOYENS D'EXAMEN DES PROJETS DE LOI

**100** %

sont examinés  
en moins de deux mois

## DÉLAIS MOYENS D'EXAMEN DES PROJETS DE DÉCRET RÉGLEMENTAIRES

**99,4** %

sont examinés  
en moins de deux mois

**1 090**

avis rendus  
sur projet de texte

## NATURE DES TEXTES EXAMINÉS

(exemples)

**93**

projets de loi  
du  
Gouvernement

- Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et à la souveraineté culturelle à l'ère numérique
- Projet de loi relatif à la bioéthique
- Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire
- Projet de loi relatif à l'énergie et au climat
- Projet de loi de transformation de la fonction publique
- Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé
- Projets de loi constitutionnelle, organique et ordinaire pour un renouveau de la vie démocratique

**3**

propositions  
de loi des  
parlementaires

- Proposition de loi (Assemblée nationale) n° 788 visant à renforcer l'intégrité des mandats électifs et de la représentation nationale
- Proposition de loi (Assemblée nationale) n° 2534 visant à lutter contre les contenus haineux sur internet
- Proposition de loi (Sénat) n° 48 visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace

**619**

projets  
de décret  
réglementaire

- Projet de décret portant regroupement des départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin
- Projet de décret relatif à la discipline dans les établissements d'enseignement du second degré
- Projet de décret relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement chargé de la conservation et de la restauration de Notre-Dame de Paris
- Projet de décret relatif à la traçabilité des produits du tabac
- Projet de décret relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des services de communication au public en ligne
- Projet de décret relatif aux réductions accordées aux familles nombreuses sur les tarifs des services de transport ferroviaire domestique de voyageurs

**57**

projets  
d'ordonnance

- Projet d'ordonnance portant réforme du droit de la copropriété des immeubles bâtis
- Projet d'ordonnance modifiant la loi relative à la lutte contre la piraterie et aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de police en mer
- Projet d'ordonnance portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs
- Projet d'ordonnance relative aux mesures de préparation, en matière de services financiers, à la perspective d'un retrait du Royaume Uni de l'Union européenne

**20**

projets et  
propositions  
de loi du pays

- Projet de loi du pays de soutien à la croissance de l'économie calédonienne soumis au congrès de Nouvelle-Calédonie
- Projet de loi du pays relative à la fusion des fonctions publiques territoriale et communale de la Nouvelle-Calédonie

**283**

projets  
de décret non  
réglementaire,  
individuel,  
arrêtés, décisions

- Projet de décret déclarant d'intérêt national l'opération de requalification de copropriétés dégradées du quartier du « Val Fourré » à Mantes la Jolie
- Projet de décret portant classement parmi les sites du département de la Côte-d'Or, du site des sources de la Seine, communes de Poncey-sur-l'Ygnon et Source-Seine

**15**

Avis rendus sur questions  
du Gouvernement ou  
des autorités d'Outre-mer

- Demande d'avis relative aux modalités d'intervention des partis politiques européens dans le cadre des élections des représentants au Parlement européen en France
- Demande d'avis relative aux contrats de partenariat marketing conclus par le comité d'organisation des jeux olympiques et paralympiques
- Avis portant sur la répartition des compétences entre la Polynésie française et les communes de Polynésie française en matière de transport maritime interinsulaire

